

Brochure n° 3005-I

**Accords nationaux**  
**TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome I : Accords nationaux)**

Brochure n° 3107

**Accords collectifs nationaux**  
**BÂTIMENT**  
**ET TRAVAUX PUBLICS**

Brochure n° 3193

**Convention collective nationale**  
IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**  
**Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

Brochure n° 3258

**Convention collective nationale**  
IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**  
**Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

**ACCORD DU 30 AVRIL 2008**  
**RELATIF À LA PRÉSENCE D'UN MAÎTRE D'APPRENTISSAGE CONFIRMÉ**  
**DANS LES ENTREPRISES ACCUEILLANT DES APPRENTIS EN BREVET**  
**PROFESSIONNEL OU BAC PRO**

(PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR)

NOR : ASET0950212M

Entre :

La fédération régionale du bâtiment Provence-Alpes-Côte d'Azur ;  
L'union régionale CAPEB Provence-Alpes-Côte d'Azur ;  
La fédération Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse SCOP BTP,

D'une part, et

La confédération française de l'encadrement, bâtiment travaux publics CGC ;

La section régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur du bâtiment et des travaux publics FO ;

L'union régionale de la construction CGT ;

L'union régionale des syndicats construction-bois CFDT ;

L'union régionale du bâtiment et des travaux publics CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

L'accord paritaire national du 13 juillet 2004 relatif à la formation, la certification, la charte et l'indemnisation des maîtres d'apprentissage dans le BTP, étendu le 3 mai 2005, va imposer, au sein des entreprises qui accueillent des brevets professionnels et des bac pro, la présence de maître d'apprentissage confirmé.

### **Article 1<sup>er</sup>**

A titre exceptionnel, jusqu'au 31 octobre 2008 les entreprises peuvent déposer auprès du secrétariat de la commission paritaire régionale de l'emploi et de la formation (CPREF) le dossier de candidature des tuteurs expérimentés (2 ans ou plus d'expérience). Ce dossier sera examiné par un jury départemental de la CPREF sans obligation d'une journée de consolidation de l'expérience. La certification sera délivrée par la CPREF.

### **Article 2**

A partir du 1<sup>er</sup> novembre 2008, les entreprises accueillant des apprentis en brevet professionnel et bac pro devront avoir un maître d'apprentissage certifié selon la procédure ci-après.

Deux cas sont possibles :

1. Maître d'apprentissage titulaire d'un brevet de maîtrise : délivrance par la CPREF de la certification par équivalence.
2. Salariés tuteurs ou maîtres d'apprentissage expérimentés (2 ans ou plus d'expérience) : nécessité de suivre une journée de consolidation des compétences (sur la base de rappel des éléments du référentiel de certification et du dossier de candidature). Le dossier de candidature sera examiné par un jury départemental de la CPREF. La CPREF délivrera la certification.

### **Article 3**

Si l'entreprise n'a pas de salariés expérimentés dans la mission, il faudra que le dirigeant ou un salarié soit formé à cette fonction.

Pour les salariés, nécessité d'une formation de 3 jours selon le cahier des charges de la CPNE (la certification n'intervenant qu'après 2 ans d'expérience, ceci n'empêchant pas l'entreprise d'accueillir un apprenti en brevet professionnel ou bac pro).

Après 2 ans d'expérience : un jour de consolidation des compétences et de préparation du dossier de candidature sera nécessaire. Le dossier de candidature des salariés sera examiné par un jury départemental de la CPREF. La CPREF délivrera la certification.

### **Article 4**

Les parties conviennent de se revoir dans un délai de 12 mois au plus, pour effectuer un bilan des conditions et modalités d'application de cet accord.

Fait à Marseille, le 30 avril 2008.

(Suivent les signatures.)